

## Evation Fiscale et droits des travailleurs chez McDo : quand les militants CGT et les syndicalistes américains luttent ensemble



Le SEIU ( Syndicat des Services américains ) a décidé, fin 2012, de lancer une campagne contre les « *mauvais boulots* » payés au lance-pierre afin d'obtenir un salaire minimum de 15 euros, en ciblant Mc Donald's pour sa notoriété. Parti de quelques dizaines de salariés, la lutte faite de grèves, manifestations et sittings ont gagné peu à peu l'instauration d'un salaire minimum. Jusqu'à voir Barack Obama déclarer : si j'étais salarié, « je me syndiquerais ! ».

« On estime déjà à 17 millions le nombre de salariés en route vers les 15 dollars », a annoncé aux Cégétistes Nicolas Allen, dirigeant de la SEIU. Le syndicat a décidé de se lancer en parallèle dans un autre combat, celui des pratiques fiscales de Mc Donald's, avec l'appui d'avocats fiscalistes.

Fin 2014 Nicolas Allen a contacté la **Fédération du Commerce CGT** pour mener également la bataille dans l'hexagone (la France étant le deuxième marché du géant de la restauration rapide). Et parce que qui dit fiscalité dit Bercy donc **Fédération des Finances**,

**les militants CGT de Bercy** sont venus apporter leur expertise. « *C'est plus qu'un simple élan de solidarité, c'est une action menée en commun* », raconte Amel Ketfi, de la CGT Mc Do. Cela a abouti à la fois au dépôt d'une plainte par le Comité central d'entreprise de McDonald's Ouest, qui a choisi Eva Joly comme avocat et à l'interpellation de Michel Sapin sur le sujet.

Bercy réclame 300 millions d'euros au roi du burger pour ses montages anti-impôt qui passent par le Luxembourg et la Suisse. Dur à avaler quand, dans le même temps, la grogne sociale s'amplifie dans le groupe contre de telles pratiques. **Avaler 77500 Big Mac d'un coup : voilà en équivalent de hamburgers le lourd montant de la facture adressée par l'administration fiscale à McDonald's France !**

Si cela n'avait jamais été sous les projecteurs, les contacts de la CGT avec les syndicats américains ne datent cependant pas d'hier. Au début des années 2000, déjà, les sections syndicales CGT de la Fnac et de Sodexo avaient été mobilisées par leurs camarades américains face au refus d'autoriser l'implantation de syndicats aux Etats-Unis.

Le 14 avril dernier, une centaine de militants CGT parmi lesquels le numéro 1 de la confédération Philippe Martinez, se sont rassemblés devant le McDonald's de Disney Village, l'établissement générant le 2e plus haut chiffre d'affaires du groupe au niveau mondial, après celui des Champs-Élysées.

Derrière une banderole « **Stop à la destruction sociale. Stop à l'optimisation fiscale. Mêmes enseignes, mêmes droits, mêmes salaires** », les manifestants ont dénoncé l'« hyper-précarisation » des salariés du secteur et le système des franchises qui engendre selon eux de grandes disparités. Dans une même rue, vous pouvez avoir un McDo qui a un 13e mois, des congés enfant malade, une bonne mutuelle et l'autre rien !

« Qu'est-ce qui justifie dans un même groupe que des salariés aient des statuts différents, des salaires différents, des conditions de travail différentes? Il faut une uniformisation par le haut des droits des salariés », a souligné le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, dénonçant au passage **le projet de loi travail qui privilégie l'accord d'entreprise sur l'accord de branche.**

**Pour la CGT Finances Publiques 64, une raison supplémentaire pour se mobiliser massivement contre la réforme du code du travail !**



Extraits d'articles (Ouest France du 14/04/2016, l'Express du 19/04/2016, les Echos du 21/04/2016)